

- plus de 450 Canadiens membres des états-majors de l'OTAN en Europe;
- participation aux programmes de l'OTAN à financement commun;
- offre d'entraînement des forces alliées sur le territoire canadien;
- affectation de ressources appropriées pour la vérification du contrôle des armements en Europe.

Le Canada contribue aux quatre postes budgétaires de l'OTAN : infrastructure, budgets civils et militaires et frais de fonctionnement des agences de l'OTAN. La contribution canadienne s'élèvera en 1994 à un peu plus de 168 millions de dollars canadiens, en sus d'un montant de 25 millions de dollars versé au titre de l'aide militaire dans le cadre d'accords bilatéraux avec des pays membres.

L'essor économique est un facteur capital du développement démocratique, essentiel à la stabilité. Parmi les pays du G-7, le Canada ne le cède qu'à l'Allemagne pour ce qui est de l'aide par habitant à l'ancienne Union soviétique.

Le maintien de la paix prend chaque jour plus d'importance. Le Canada fournit actuellement plus de 2000 soldats dans l'ancienne Yougoslavie, l'un des plus grands contingents nationaux au sein de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU). Des agents de la Gendarmerie royale du Canada ont également été envoyés en Croatie pour appuyer les activités des Nations Unies. Enfin, des Canadiens sont depuis le début de l'opération membres de la Mission de surveillance de la Communauté européenne dans l'ancienne Yougoslavie.

Objectifs canadiens

Le Canada appuie les efforts de l'OTAN visant à renforcer le rôle stabilisateur de l'Alliance en Europe, notamment grâce à son ouverture vis-à-vis de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est et son programme de Partenariat pour la paix. Le Canada va d'ailleurs encourager l'accélération de la mise en oeuvre de ce programme ainsi que le développement de relations plus étroites avec la Russie dans le domaine de la sécurité européenne.

Le Canada va aussi continuer d'appuyer la réforme structurelle et budgétaire de l'OTAN afin que l'Alliance soit mieux en mesure de relever efficacement les nouveaux défis auxquels elle est confrontée en cette fin de XX^e siècle.

Novembre 1994